

<https://www.infomigrants.net/fr/post/23268/situation-a-la-frontiere-turco-grecque-16-associations-vont-deposer-plainte-contre-l-ue-et-la-grece>

Actualités



Environ 200 migrants sont éparpillés dans ce campement situé à plusieurs kilomètres de la frontière turco-grecque. Crédit : Medhi Chebil pour InfoMigrants

Situation à la frontière turco-grecque : 16 associations vont déposer plainte contre l'UE et la Grèce

Par [Leslie Carretero](#) Publié le : 06/03/2020

Refoulements en Turquie, violences de la part des policiers grecs, convention de Genève bafouée... Seize associations, dont Migreurop et Sea-Watch, ont annoncé jeudi qu'elles allaient enquêter afin de porter plainte contre la Grèce et l'Union européenne. Elles les accusent de "violations des droits des personnes migrantes et réfugiées" à la frontière avec la Turquie.

"Il est révoltant que des personnes fuyant la violence se trouvent exposées à de nouvelles violences commises par les États européens dont le cynisme et l'hypocrisie culminent. Nous documenterons ainsi les violations des droits des migrant·e·s et réfugié·e·s et déposerons plainte contre ceux qui en sont responsables."

>> **À (re)voir :** [À la frontière gréco-turque, les migrants bloqués dans un bras de fer diplomatique](#)

C'est en ces termes que 16 associations - dont Migreurop, Sea-Watch et le Legal center Lesbos - ont annoncé jeudi 5 mars dans un [communiqué](#) qu'elles allaient enquêter et porter plainte contre la Grèce et l'Union européenne au sujet "des violations des droits des personnes migrantes et réfugiées" à la frontière gréco-turque.

"Les violations sont multiples"

"Les violations sont multiples", assure à InfoMigrants Charles Heller, co-président du réseau Migreurop. "La plus flagrante est la multiplication et la généralisation des pratiques de refoulement à la frontière."

Les associations, réunies en coalition pour l'occasion, mettent en avant les nombreux témoignages de migrants allant dans ce sens mais aussi [la vidéo montrant un bateau des garde-côtes grecs repoussant une embarcation de migrants qui tentaient de rejoindre la Grèce](#).

"La Convention de Genève est complètement bafouée", déplore Charles Heller. "Les migrants sont refoulés par la Grèce sans avoir la possibilité de demander l'asile et les [dépôts d'asile sont suspendus pour un mois en Grèce](#), c'est contraire au droit", explique-t-il.

Les autorités grecques estiment, elles, qu'il "n'y a pas de refoulements". Le gouvernement "empêche l'entrée (sur son territoire, NDLR), c'est tout à fait différent", a déclaré une source gouvernementale à l'AFP.

Violences de la part de la police grecque

La coalition d'associations dénonce également les violences commises par les forces de l'ordre grecques envers les migrants qui ont, selon Charles Heller, "atteint un niveau extrêmement grave".

Depuis que le président turc [Recep Tayyip Erdogan a ordonné vendredi 28 février l'ouverture des frontières](#) pour laisser passer les migrants désireux de rejoindre l'Union européenne, la Grèce est régulièrement accusée de recourir à la manière forte.

Des journalistes d'InfoMigrants présents sur place ont recueilli plusieurs témoignages, dont celui d'un migrant palestinien d'une vingtaine d'années qui affirme avoir été arrêté, dépouillé et expulsé par la police grecque. Un groupe de femmes syriennes racontent par ailleurs que la police grecque les a "fouillées absolument partout", vérifiant même à l'intérieur de leurs soutiens-gorge et dans les couches de leurs enfants.

D'autres candidats malheureux à l'exil affirment qu'ils ont été rossés par les forces de l'ordre grecques, déjà montrées du doigt pour avoir utilisé des gaz lacrymogènes aux ogives potentiellement mortelles en cas de tir tendu sur une personne.

>> À (re)lire : [Face à l'afflux de migrants à ses portes, l'UE veut défendre ses frontières](#)

Ankara attribue même la mort de trois personnes qui tentaient d'entrer sur le sol grec à Athènes. Des accusations qualifiées de "fake news" par les autorités grecques. Le groupe de recherche Forensic Architecture – qui fait partie de cette coalition d'associations – a enquêté à partir d'une vidéo, diffusée par les Turcs, montrant un Syrien tué par balle alors qu'il tentait de traverser le fleuve Evros. Selon Forensic Architecture, les Grecs sont bien à l'origine de sa mort.

L'Union européenne, "complice des exactions de la Grèce"

La plainte concernera la Grèce mais aussi l'Union européenne, qui est "complice des exactions du gouvernement grec", signale Charles Heller de Migreurop. "La Grèce mène la politique européenne, à savoir la militarisation de ses frontières".

Pour preuve, selon les associations, "le président du Conseil européen a encensé les efforts des Grecs pour 'protéger les frontières de l'Europe' (...). La présidente de la Commission européenne a qualifié la Grèce de 'bouclier européen' (...) Enfin, l'agence européenne Frontex va déployer une intervention rapide dans la zone", peut-on lire dans le communiqué.

"On ne laissera rien passer", soutient Charles Heller qui précise que la plainte sera déposée en Grèce et "sûrement" auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme.